

La nouvelle commission ITRE du Parlement européen

I. Une commission majeure

La commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) est l'une des plus influentes du Parlement européen. Elle est en effet en charge de :

- la politique industrielle de l'Union y compris le développement des nouvelles technologies et les problèmes des PME ;
- la politique de recherche et d'innovation ;
- la politique spatiale ;
- le Centre commun de recherche, le Conseil européen de la recherche et diverses autres institutions scientifiques;
- la politique énergétique et le traité Euratom ;
- la société de l'information et le marché unique numérique.

En termes d'effectif, avec 72 titulaires et autant de suppléants¹ elle ne le cède qu'à la commission Environnement (76). Elle a d'ailleurs suscité un réel engouement dans cette nouvelle législature car dans la précédente elle ne comptait que 65 titulaires.

II. Malgré un renouvellement important, des positions acquises se maintiennent

La distribution des titulaires par groupe politique obéit à la règle d'Hondt et reflète donc la physionomie de l'hémicycle. Par rapport à la législature précédente la baisse du nombre de représentants du PPE et des S&D et l'augmentation de ceux de Renew Europe et des Verts ne fait que traduire leurs résultats électoraux.

Parti	8 ^{ème} législature 2014-2019	9 ^{ème} législature 2019 -2024	
	Nombre	Nombre	dont 8 ^{ème} 2
PPE	20	18	7
S&D	17	15	5
ALDE/Renew Europe	7	10	3
Verts	5	8	0
ENF/ Identité et dém.	3	7	0
ECR	5	6	2
GUE	4	4	1
NI+EFDD/NI	4	4	0
Total	65	72	18

¹ Cf. [Liste des membres de la commission ITRE](#)

² Membres d'ITRE au cours de la 8^{ème} législature

Par contre, l'examen du taux de renouvellement³ des membres révèle des différences significatives entre les groupes. Alors que celui-ci est de 75% pour l'ensemble de la commission, il n'est que de 61% pour le PPE et de 66% pour les S&D et Renew Europe. Les trois principaux groupes ont donc tendance à privilégier l'expérience. C'est ainsi que l'on retrouve dans cette 9^{ème} législature la plupart des figures marquantes de la précédente. Avec les personnalités listées ci-dessous, la délégation du PPE est particulièrement forte:

- Jerzy Buzek (PL), ancien président d'ITRE
- Christian Ehler (DE), recherche et innovation
- Maria Da Graca Carvalho (PT), recherche et innovation
- Angelika Niebler (DE), copyright, cyber sécurité, télécoms
- Pilar del Castillo Vera (ES), télécoms
- Massimiliano Salini (IT), espace,

Chez les S&D, on note la présence de :

- Dan Nica (RO) recherche et innovation
- Patrizia Toia (IT), télécom, recherche et innovation, énergie.

La répartition par Etat membre révèle lorsqu'on la compare au nombre d'élus qui reflèterait la composition du Parlement que certains petits Etats (Danemark, Finlande, Lituanie) sont surreprésentés (cf. annexe 1). L'Allemagne est également légèrement surreprésentée alors que la France auparavant nettement sous-représentée voit désormais sa situation se rétablir.

III. Une présence française nombreuse mais dont l'impact reste à confirmer

En effet, alors qu'elle ne comptait que 3 titulaires dans la législature précédente, la France en disposera à présent de 7 (cf. Annexes 2 et 3)⁴ mais de seulement de 4 suppléants. Elle retrouve ainsi un étiage normal mais Il n'est pas sûr pour autant que son influence s'en trouve renforcée à due proportion. En effet :

- Aucun des titulaires n'a d'expérience antérieure de la commission ITRE⁵.
- Un seul (Manuel Bompard, GUE/NGL) possède une expérience professionnelle en rapport avec les sujets plutôt techniques qui font l'ordinaire de la commission
- Ils sont peu ou pas présents dans les groupes majoritaires PPE et S&D :
 - o Au PPE, on ne compte que François-Xavier Bellamy,
 - o Il n'y a aucun Français parmi les S&D.

³ Rapport du nombre de nouveaux membres au nombre total de membres.

⁴ Mais seulement de 4 suppléants.

⁵ Parmi les titulaires, François Alfonsi (Vert) et Joëlle Mélin (ID) étaient députés sous la 8^{ème} législature de même que Dominique Riquet (Renew Europe) parmi les suppléants.

Dans ces conditions, il est peu probable qu'ils puissent se voir confier des rapports significatifs⁶, tout au moins pendant les premières années de la législature qui, avec l'adoption du cadre financier pluriannuel 2021-2027 (CFP) vont se révéler décisives pour l'avenir de la construction européenne.

IV. Les prochaines étapes

Le 10 juillet, conformément à l'accord intervenu le 26 juin entre les groupes politiques sur la base de la règle d'Hondt, la commission a élu comme présidente Adina-Ioana Valean (PPE, RO) et comme vice-présidents, par ordre de préséance Zdzisław Krasnodębski (ECR, PO), Morten Helveg Petersen (Renew Europe, DK) et Patrizia Toia (S&D, IT)⁷. Adina-Ioana Vălean, Vălean a présidé la commission Environnement entre 2017 et 2019 et les 3 vice-présidents étaient membres de ITRE dans la précédente législature.

Le poste de 4^{ème} vice-président aurait dû revenir à Joëlle Mélin (Identité et démocratie) mais les députés se sont accordés pour maintenir un « codon sanitaire » autour de ce groupe et ont élu Lina Gálvez (S&D, PT).

La Commission ITRE se réunira les 22-23 juillet prochain pour définir son programme de travail. En bonne place, y figurera sans doute la finalisation du programme de recherche et d'innovation « Horizon Europe » resté en suspens dans l'attente de l'adoption du CFP. Il est probable que Dan Nica, (S&D, Roumanie) et Christian Ehler (PPE, Allemagne) rapporteurs respectifs du programme-cadre Horizon Europe du programme spécifique y afférant auront à cœur de terminer la tâche qu'ils ont engagée.

⁶ Sauf peut-être pour François-Xavier Bellamy qui bénéficie du poids politique que lui confère sa position de chef de la délégation française au sein du PPE

⁷ Adina-Ioana Vălean, Vălean a présidé la commission Environnement entre 2017 et 2019 et les 3 vice-présidents étaient membres de ITRE dans la précédente législature.

Annexe 1

Répartition des titulaires de la commission ITRE par Etat membre

Etat membre	8 ^{ème} législature 2014-2019	9 ^{ème} législature 2019 -2024		
	Nombre	Nombre	% PE ⁸	dont 8 ^{ème} ⁹
Allemagne	9	10	9	2
Italie	7	7	7	2
Espagne	5	3	5	1
Pologne	5	5	5	2
France	3	7	7	0
Royaume-Uni	3	6	7	2
Danemark	3	3	1	2
Lituanie	3	4	1	0
Autriche	3	0	2	0
Bulgarie	3	3	2	0
Hongrie	3	2	2	0
Finlande	2	4	1	2
Belgique	2	1	2	0
Roumanie	2	2	3	1
Tchéquie	2	3	2	1
Suède	2	2	2	0
Portugal	1	3	2	3
Chypre	1	0	-	0
Luxembourg	1	0	-	0
Estonie	1	0	-	0
Lettonie	1	1	-	0
Slovaquie	1	1	-	0
Irlande	1	0	-	0
Grèce	1	2	2	0
Malte	0	1	-	0
Pays bas	0	1	2	0
Total	65	72		18

⁸ Nombre théorique de titulaire si la composition de la commission devait refléter aussi exactement que possible celle du PE

⁹ Membres d'ITRE sous la 8^{ème} législature

Annexe 2

Les membres français de la Commission ITRE

Groupe politique	Nom	Expérience professionnelle
Verts/ALE		
Titulaire	François ALFONSI	Elu local et européen
	Marie TOUSSAINT	Juriste droit international
Suppléant	Damien CARÊME	Animateur socioculturel, élu local
Identité et démocratie		
Titulaire	Thierry MARIANI	Juriste, élu local
	Joëlle MÉLIN	Médecin, élue locale
Suppléant	Jean-Paul GARRAUD	Magistrat ex député national
Renew Europe		
Titulaire	Christophe GRUDLER	Journaliste
Suppléants	Valérie HAYER	Droit, assistante parl.
	Dominique RIQUET	Médecin, élu local
PPE		
Titulaire	François-Xavier BELLAMY	Professeur, philosophe
GUE/NGL		
Titulaire	Manuel BOMPARD	Ingénieur

Annexe 3

Éléments biographiques relatifs aux membres titulaires français de la commission ITRE

François ALFONSI, né le 14 septembre 1953 à Ajaccio. Il est maire d'Osani depuis 2002, nationaliste corse. Député européen, une première fois de 2009 à 2014 et membre du groupe des Verts/ALE et de la commission du développement régional.

Marie TOUSSAINT, née le 27 mai 1987 à Lille, juriste en droit international de l'environnement, Cofondatrice de l'association « Notre affaire à tous », elle est à l'origine de l'appel et du recours juridique contre l'État pour "inaction climatique".

Thierry MARIANI, né le 8 août 1958 à Orange, député du Vaucluse puis des Français de l'étranger entre 1993 et 2017, secrétaire d'État puis ministre des Transports de 2010 à 2012. Avant de rejoindre le Front national à l'occasion des élections européennes de 2019, il animait l'aile droite du parti « Les Républicains ».

Joëlle MÉLIN, née le 26 mars 1950 à Versailles, elle a exercé la profession de médecin. Membre du Front national depuis 1993, conseillère municipale à Aubagne et conseillère régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur, députée européenne depuis 2014 membre du groupe ENL et de la commission de l'emploi et des affaires sociales.

Christophe GRUDLER, né le 9 avril 1965 à Belfort, journaliste, membre du Modem, conseiller départemental du Territoire de Belfort, élu sur la liste Renaissance.

Valérie HAYER, née le 6 avril 1986 à Saint Denis d'Anjou, diplômée de droit public, membre du conseil départemental de la Mayenne, ancienne assistante parlementaire pour Jean Arthuis (UDI puis LREM).

Manuel BOMPARD, né le 30 mars 1986 à Firminy, diplômé d'une école d'ingénieurs, travaille dans une startup spécialisée en apprentissage automatique près de Toulouse. Directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon en 2017, coordinateur de La France insoumise de 2017 à 2019